

Bosnie - « Nous voulons vivre de notre travail et pour cela les ouvriers doivent contrôler la production » : Un euro ouvrier de l'Europe pour cent ouvriers de Tuzla !

mardi 28 octobre 2014, par [BUSULADJIC Eminka](#), [KARBOWSKA Monika](#), [PAVLOVIC Radoslav](#) (Date de rédaction antérieure : 27 octobre 2014).

Après la guerre sanglante importée qui a divisé la classe ouvrière bosniaque, le nouveau pouvoir sous protectorat international a promis aux travailleurs le « paradis suédois », mais il les a plongés dans l' « enfer grecque » : il n'y a plus de travail ni pour les vieux, ni pour les jeunes, il n'y a plus d'accès libre et gratuit aux soins médicaux, il n'y a plus d'école laïque et gratuite, il n'y a plus de droit de vote pour ceux à qui l'administration tarde à fournir la nouvelle carte d'identité... Pas plus que de poursuite des criminels de guerre et de soutien aux combattants et victimes de guerre.

En Bosnie-Herzégovine la paix tue plus que la guerre. La privatisation des entreprises a partout signifié l'arrêt de production et l'avidité des nouveaux capitalistes pour les biens immobiliers : un hôtel d'entreprise de Polichem (industrie chimique) à Ploce, au bord de la mer, vaut dix fois plus que l'usine, ses machines et ses milliers ouvriers à Tuzla.

Dans ce calvaire des ouvriers bosniaques l'usine de lessive DITA est symbole de corruption politique et de déchéance sociale. De mille salariés, qui ont fourni toute l'ancienne Yougoslavie en lessive industrielle et domestique, ils ne restent que 132. On a vendu aux salariés les actions, qui se sont trouvées rapidement entre quelques mains bien placées, qui ont endetté l'entreprise auprès des banques pour centaines de millions de deutschemarks, équivalents de la monnaie nationale KM, détourné l'argent vers les « partenaires » sous leur contrôle, et, impuissants (ou n'ayant pas l'intention) de relancer la production, rétrocédé l'entreprise à l'Etat ... pour 1 KM symbolique. Mais ni l'Etat, ni le canton de Tuzla ne veulent pas de ce cadeau empoisonné, traité « d'anticonstitutionnel » de surcroît, pas plus que de céder l'entreprise aux ouvriers, qui devraient payer au préalable des dettes astronomiques... Dans cette situation surréaliste même Allah a baissé les bras.

La centaine d'ouvriers de DITA n'ont pas reçu de salaire depuis 32 mois. Ils ont tout essayé : occupation d'usine, grèves de faim, manifestations de rue, occupation des carrefours, interpellation de tous les partis politiques et de toutes les instances administratives. Encore maintenant chaque semaine, qu'il pleut ou fasse froid, ils crient dans la rue leur colère. Il y a de nombreux couples où mari et femme travaillaient dans la même usine, nombreux sont les ouvriers qui ont tout perdu avec les inondations du printemps. Depuis février dernier ils étaient les premiers à manifester et sont aujourd'hui les derniers à lâcher. Mais ils sont moralement et matériellement au bout du rouleau. Faut-il que l'un des leurs s'arrose d'essence ou saute du balcon du parlement sur le parterre des députés mafieux et leurs prête-noms, comme cet ouvrier roumain il n'y a pas longtemps, pour faire crever la bulle de peur et de « chacun pour soi » ?

Seule la classe ouvrière européenne peut aider les ouvriers bosniaques. L'internationalisme ne doit pas rester une phrase creuse. En Europe il a, heureusement, encore des travailleurs qui par un euro

peuvent sauver leurs frères de Tuzla du désespoir, comme ceux qui à l'époque de la Première internationale par un shilling de cotisation aidaient leurs frères en grève dans différents pays.

DITA est l'emblème de lutte et de résistance en Bosnie-Herzégovine, son échec fera répandre une démoralisation comme une nouvelle inondation au-delà de Tuzla. La soutenir aujourd'hui, c'est nous soutenir nous mêmes pour demain.

Radoslav PAVLOVIC

Emina BUSULADZIC est présidente du Comité de grève, son interview par Monika Karbowska suit cet appel, et ses coordonnées bancaires pour l'aide internationale (avec mention « for Dita ») sont suivantes :

Emina BUSULADZIC, Muharema Merdzica br. 18, 75000 TUZLA
NLB Banka d.d., Tuzla
Maršala Tita 34,
75000 Tuzla, BiH
Telefon : +387 35 259 259
Fax : +387 35 302 802
E-mail : info nlb.ba
Nom : Emina Busuladzic
SWIFT : TBTUBA22
IBAN BA391320010526292230
Partie en devises : 105262922
JMBG : 0703956185034

Tribune ouverte

Bosnie : « Nous voulons vivre de notre travail et pour cela les ouvriers doivent contrôler la production »

Dimanche 5 octobre 2014

Nous présentons ci-dessous la contribution de Monika Karbowska, militante féministe et internationaliste, qui en juin dernier s'est rendue à Tuzla, « berceau » de l'explosion sociale qui a secoué la Bosnie en février. Elle y a rencontré les travailleuses et travailleurs de DITA, usine qui a été au cœur de la mobilisation populaire. Elle nous fait parvenir son témoignage et l'interview d'Eminka Busuladjic, responsable syndicale chez DITA et fondatrice du nouveau syndicat Solidarnost.

Tuzla, juin 2014. Il fait très chaud lorsque nous arrivons dans cette ville moyenne au Nord Est de la Bosnie. Comme presque toutes les villes de Bosnie, Tuzla est située dans une vallée très encaissée entourée de montagnes boisées. Ces montagnes cachent des hectares de sites industriels nichés dans le creux de la vallée : mines de charbon, de sel, la ressource naturelle historique la région, ainsi que des usines chimiques de transformation de ces ressources. Du temps de la Yougoslavie, comme dans tous les pays de régime « communiste », ces villes moyennes ont été dotées d'usines et la population y a vécu son âge d'or dans les années 70.

Tuzla est une ville riche d'une longue tradition de lutte de classes et de solidarité ouvrière. En effet, en 1920 Tuzla a été le théâtre d'une révolution ouvrière : les mineurs de charbon bosniaques prirent la défense de leurs collègues slovènes licenciés. Ils ont fondé alors une éphémère république bolchévique. Une imposante statue dans un square délabré rappelle toujours la geste du travailleur de Tuzla.

Le 5 février 2014 Tuzla donnait le signal d'une nouvelle révolte ouvrière en Bosnie. Des jeunes brûlèrent un bâtiment public pour protester contre le gouvernement cantonal corrompu. La police riposta et des émeutes secouèrent la petite ville. Mais voici que les ouvriers du complexe chimique DITA qui protestaient en vain depuis plusieurs années contre les privatisations se sont joints au mouvement en lui apportant les traditions ouvrières de Tuzla : ils ont convaincu les jeunes de ne pas brûler les bâtiments publics. Ils les ont aussi convaincus de soutenir les grèves contre les privatisations.

Alors des mouvements de protestation éclatèrent dans 10 autres villes de Bosnie dont Sarajevo. Même la Republika Srpska a été touchée avec des manifestations à Bajna Luka. Les manifestants exigeaient le départ des élites corrompues et la réforme du système politique hérité du cessez le feu de Dayton, générateur de corruption à tous les échelons (municipal, cantonal et fédéral) et imposé par les puissances occidentales.

C'est alors que les militants de la gauche bosniaque, issus du mouvement étudiant de 2009 et organisés dans plusieurs groupes dont le mouvement Lijevi, ont eu l'idée d'organiser des Assemblées populaires, dites Plénums, dans les centres culturels publics existant encore dans chaque ville de Bosnie.

Les femmes ont joué un énorme rôle dans ce renouveau du mouvement ouvrier et social à l'Est. Nous suivons l'une d'elles, Eminka Busuladjic, fondatrice du nouveau syndicat Solidarnost. Eminka a commencé il y a 30 ans dans la production à la chaîne de l'usine DITA. Elle a gravi les échelons et actuellement elle est responsable de la recherche et développement. Elle a subi des pressions pour arrêter le syndicalisme. Mais elle ne lâche pas prise. C'est son usine et c'est sa vie.

MK : Eminka pouvez-vous nous présenter DITA ainsi que les luttes que vous avez menées jusqu'à présent ?

EN : DITA Industrija Deterdženata Tuzla, était un des plus grands complexes chimiques de la Yougoslavie. DITA produisait des détergents liquides et en poudre, qui servaient de matière première à des produits de nettoyage industriel et domestique, et aussi des cosmétiques. DITA était un leader dans ce domaine en Yougoslavie, connu, très présent sur le marché local. Elle avait un accès propre au chemin de fer et des magasins d'usine ainsi qu'un grand centre de vente à Belgrade.

Gérée en système d'autogestion yougoslave l'entreprise a été nationalisée lors de la création de la Bosnie puis privatisée en 1998 au profit de « gangsters » qui l'ont endettée à hauteur de 99 millions de Deutsche Mark et ruinée. Avant la privatisation DITA comptait 1000 salariés et 400 « volontaires ». Tous ont été licenciés et il ne reste actuellement que 118 travailleurs dont 75-80 ont participé aux protestations [de février dernier].

Lorsque la privatisation a commencé les travailleurs ne se rendaient pas compte que cela menait à la fermeture de l'entreprise. Le directeur de l'époque avait été élu « manager de l'année » et promettait monts et merveilles. Il insinuait que l'usine n'était pas productive car l'électricité ainsi que les matières premières seraient trop chères.

Lors de la privatisation 272 personnes ont acheté des actions mais sur les 272, 7 détenaient plus de

45% et c'étaient les cadres de l'administration. Les ouvriers ont dû prendre des crédits pour acheter des actions - de 1000 à 10 000 KM de crédits sur des salaires de 2000 KM avec des mensualités de 500 KM.

Le directeur devait investir l'argent des actions mais il n'a rien fait - le capital des ouvriers a été détourné. Il n'y a jamais réellement eu de contrôle de gestion de l'entreprise parce que la comptabilité publique a été abolie en 1998 et c'est pour cela que c'était si facile de détruire l'entreprise.

Depuis l'investissement est nul et les machines sont détériorées de jour en jour. Or dans la chimie l'équipement est tellement lourd et son entretien tellement important qu'un manque d'entretien signale fortement l'envie d'arrêter la production qu'il ne sera pas facile de reprendre plus tard. DITA est sur cette voie après l'arrêt de plusieurs de ses lignes de production.

(...)

[Les ouvriers] savent que DITA a obtenu de grands crédits parce que le directeur local de Hipobank [une banque autrichienne] était au conseil d'Administration mais rien n'a été investi parce que les ouvriers ne l'ont pas contrôlé.

(...) La stratégie de la direction était de faire croire que les ouvriers seraient payés une fois que la liquidation de l'entreprise serait prononcée, en poussant ainsi les ouvriers à vouloir la destruction de leur outil de travail afin de vendre les actifs et de se payer ainsi. (...) L'objectif était de liquider la production et de placer l'argent dans des paradis fiscaux.

MK : Pouvez-vous nous dire comment se sont déroulées les luttes récentes des travailleurs de DITA et votre participation au mouvement des Plénums de février dernier ?

EB : Comprenant à force de licenciements successifs que la privatisation est une destruction, les travailleurs restant à DITA commencent une grève et occupent les entrées de l'entreprise du 4 août 2011 au 19 mars 2012. Le gouvernement cantonal promet le rachat par le groupe serbe Bohemia. Deux mois de salaires ont été payés mais pendant ce temps-là l'équipement et des produits de la valeur de 2 millions de KM [1 million d'euros] a été vendu et c'était bien le but de la manœuvre.

En novembre et décembre 2013 les ouvrier/res se sont révolté/es définitivement et ont bloqué les entrées et sorties de l'usine. La direction a expulsé les travailleurs du site par des vigiles privés. La lutte a pris l'aspect d'un face à face devant l'entrée de l'usine : les ouvriers répondaient aux vigiles qu'ils ne partiraient pas parce qu'ils sont des actionnaires de l'usine.

La prise de conscience que la direction cherchait à fermer l'usine est venue alors. Il devient évident que les crédits accordés à l'entreprise n'ont jamais été réinvestis dans la production. De plus la direction sous-loue une partie de l'usine et l'argent part sur le compte de LORA la filiale dont les directeurs de DITA sont aussi actionnaires.

Nous nous rassemblions tous les mercredis pour protester. Le 29 janvier 2014 nous avons encore protesté devant le gouvernement cantonal. C'est alors que le groupe marxiste Lijevi nous a rejoint et a médiatisé notre lutte par des photos, des films et des articles. Puis le mouvement de protestation a démarré massivement le 5 février. Les policiers ont gazé les ouvriers et les jeunes qui manifestaient. La répression policière a finalement unie les deux composantes de la lutte, ouvriers et jeunes.

10 000 personnes manifestaient devant le bâtiment du gouvernement du canton. Finalement le gouvernement a commencé la négociation. Par la suite le président du canton a démissionné mais la situation de DITA n'avait pas été résolue. Le canton a racheté l'entreprise symboliquement pour 1 Mark mais la question de l'effacement de la dette odieuse de l'entreprise que les ouvriers réclament

n'a pas été abordée.

Le syndicat de la Fédération de Chimie ne nous soutenait pas. Nous avons donc compris que c'est au niveau local qu'il fallait agir, avoir le soutien des habitants de la ville, des voisins. Pour cela l'expérience des Plénums, Assemblée de centaines puis de milliers d'habitants, de débats libres qui ont eu lieu au Centre Culturel a été une énorme école de démocratie pour nous et de reconstruction de liens au niveau local.

Le 7 février j'ai participé au premier Plénum grâce à ma rencontre avec un militant de Lijevi. J'y ai parlé de notre lutte à DITA et c'est ainsi que l'unité entre les ouvriers et les autres manifestants se fait.

Au premier Plénum il y a 25 personnes. 7 personnes sont alors arrêtés par la police. Nous les avons alors accompagnés au tribunal. Le risque que la police tire à balles réelles était grand. Les syndicalistes dont nous étions sont venus pour empêcher les policiers de tirer sur les manifestants. Au Plénums nous avons fondé des groupes de travail avec des économistes pour exiger une révision de la privatisation. Ce sont les jeunes de Lijevi qui nous aident. Les Plénums exigent « mettez les ouvriers en premiers » ! Les ouvriers veulent développer la production et éviter les autres privatisations. Surtout que la question des dettes de l'entreprise vis à vis des banques se pose.

MK : Comment la création de votre syndicat peut-elle changer la donne ?

EB : Le mouvement des Plénum a beaucoup changé les choses car il a mis la pression sur les tribunaux qui ont commencé à condamner les privatisations mafieuses et la destruction de l'outil de production.

Actuellement la direction organise des syndicats « jaunes » ou elle appelle des gens qui n'ont pas protesté pour diviser les travailleurs. C'est pour contrer cela que les ouvriers de DITA ont créé le syndicat Solidarnost. Pour continuer à mettre la pression et pour lutter contre la criminalisation du mouvement des Plénums : des personnes sont toujours poursuivies pour « dégradations », « sabotage » et « atteinte à la propriété privée » depuis le mouvement ! De plus les syndicats sont très fragmentés. C'est pour cela que la lutte des Plénums a pour but d'unifier les syndicats pour un front commun.

Solidarnost est un syndicat ouvert à tous. On peut en être membre sans être un travailleur de DITA. Cela élargit la base et constitue une école de lutte. Nous souhaitons que les chômeurs, les retraités et les étudiants rejoignent la lutte. Par exemple les retraités de l'industrie ont été un soutien précieux ainsi que les syndicalistes de l'électricité et de la santé.

Avant la guerre les syndicats étaient forts mais après ils ont été décriés, détruits. Je suis membre du syndicat Solidarnost mais aussi du comité de grève. J'ai été accusée par la direction de mensonge et de manipulation. Il se peut que je sois poursuivie par le tribunal. Je suis aussi accusée par les sous-traitants de les empêcher de travailler sur le site. Je pense que ces sous-traitants ne font rien de bon pour l'usine. De toute façon ils n'ont pas le droit de m'interdire d'entrer sur le site car je suis actionnaire !

MK : Quel avenir souhaitez vous pour votre usine et que peuvent faire les militants européens pour vous soutenir ?

EB : Chaque jour détériore davantage les machines. Nous n'avons pas de temps à perdre. Les 2/3 de la production est arrêtée et une partie des bâtiments est louée à des entreprises sous-traitantes qui y déposent des produits chimiques non-identifiés sans rien produire. Pourquoi est-ce aux ouvriers de

payer la corruption et l'absence de gestion de la direction ? Les ouvriers ne relâcherons pas la pression : nous occupons l'usine et exigeons qu'une enquête indépendante sur la privatisation mafieuse soit menée et la privatisation annulée.

En ce qui concerne ce que peuvent faire les militants européens, la gauche européenne peut nous aider en envoyant des militants médiatiser notre lutte et notre travail. (...) Nous voulons que la région revive, nous voulons vivre de notre travail et pour cela les ouvriers doivent contrôler la production.

Les syndicalistes de Tuzla ont besoin de soutien, de médiatisation et de la solidarité des travailleurs d'Europe. Le plus important est le comité des travailleurs du Plénum. On doit travailler à créer de la confiance entre les ouvriers. Une nouvelle révolte se prépare.

MK: Est-ce que DITA emploie des femmes et est-ce qu'elles participent à la lutte ?

Eminka rit : Les femmes sont les plus propres, plus dangereuses et plus endurantes ! Les hommes peuvent boire et mettre la lutte en danger, les femmes non !

La revendication de révision de la privatisation est révolutionnaire. Pour les ouvriers de Tuzla la privatisation n'est rien d'autre qu'un acte criminel finalement, tout comme pour les travailleurs de Walbrzych en Pologne qui dénoncent la destruction de leur ville par les fermetures et les privatisations et l'accaparement de leurs biens par des oligarques illégitimes. Il ne s'agit pas seulement d'arrêter un acte criminel mais de l'annuler donc de renationaliser ! L'émergence de cette exigence est une avancée énorme en Europe de l'Est. Le passé yougoslave que les travailleurs finalement n'ont jamais renié revient sous avec le rêve d'une nouvelle solidarité, un pays où les travailleurs auraient de nouveau le respect qui leur est dû et pourquoi pas le pouvoir.
